

# INSTRUCTION

N° 97-027-M0 du 24 février 1997

NOR : BUD R 97 00027 J

Texte publié au BOCP

## RETENUE À LA SOURCE SUR LES INDEMNITÉS DES ÉLUS LOCAUX

### ANALYSE

Mise en oeuvre du remboursement aux élus de la retenue à la source en cas de trop-perçus

Date d'application : 24/02/1997

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; RECOUVREMENT ; ÉLU LOCAL ;  
INDEMNITÉ DE FONCTION ; RETENUE À LA SOURCE ; TROP-PERÇU ; REMBOURSEMENT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 93-66-M0 du 9 juin 1993

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 12

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D3*

Vous trouverez ci-joint une circulaire interministérielle relative aux modalités de remboursement de la retenue à la source aux élus en cas de trop-perçu.

Elle comprend trois parties :

- une première partie qui reprend l'économie générale du système de la retenue à la source et des options possibles ;
- une seconde partie expose les modalités techniques de remboursement des trop-perçus aux élus par les services « recouvrement » de la Trésorerie générale ou les Directions des services fiscaux ;
- une troisième partie explicite le cas particulier des élections en cours d'année.

Cette circulaire est en cours de publication au Journal Officiel.

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être portées à la connaissance de la Direction de la Comptabilité Publique sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle n° BUD R 97 06 072 C du 8 janvier 1997.

PARIS, le 8 janvier 1997

N° NOR : BUD R 97 06 072 C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA  
RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA DÉCENTRALISATION  
DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET  
DES FINANCES  
DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ  
PUBLIQUE  
DIRECTION GÉNÉRALE DES  
IMPÔTS  
SERVICE DE LA LÉGISLATION  
FISCALE

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA  
DÉCENTRALISATION

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

À

MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS

MESDAMES ET MESSIEURS LES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS DES SERVICES FISCAUX

**OBJET : CIRCULAIRE RELATIVE AUX MODALITÉS DE RESTITUTION DE LA  
RETENUE À LA SOURCE SUR LES INDEMNITÉS DES ÉLUS LOCAUX EN CAS DE  
TROP-PERCU.**

En application de l'article 204-0 bis du code général des impôts, les indemnités de fonction perçues depuis le 1er janvier 1993 par les élus locaux sont soumises à une retenue à la source libératoire de l'impôt sur le revenu.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Les conditions d'application de cette retenue ont été précisées par la circulaire interministérielle du 14 mai 1993, complétée par la lettre-circulaire du 25 janvier 1994 qui expose les règles et les modalités selon lesquelles les élus locaux peuvent renoncer à la retenue à la source et opter pour l'imposition de leurs indemnités de fonction à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires.

La présente circulaire, après avoir rappelé les deux modes d'option pour l'assujettissement des indemnités de fonction à l'impôt sur le revenu - option « ex ante » et option « ex post » - qui sont à la disposition des élus, expose les modalités de remboursement à ces derniers des trop-perçus résultant d'erreurs de liquidation de la retenue à la source.

### **I- LES DEUX OPTIONS POSSIBLES ET LEURS MODALITÉS.**

#### **A) Option avant la perception des indemnités de fonction.**

L'option « ex ante » permet à l' élu de demander, à l'avance, que la retenue à la source sur ses indemnités ne soit pas effectuée. Ainsi, l' élu doit informer au plus tard le 31 décembre de l'année n-1, par lettre recommandée avec accusé de réception, le ou les ordonnateurs qui mandatent à son profit des indemnités pour l'année n.

Cette option est irrévocable pour toute l'année et continue à s'appliquer pour les années suivantes tant qu'elle n'est pas dénoncée dans les mêmes formes avant le 1er janvier de l'année de paiement des indemnités.

Dans ce cas, comme aucun prélèvement n'est effectué, il n'y a pas de somme à restituer, et les montants perçus sont déclarés par l' élu en n+1 au moment de la déclaration d'ensemble de ses revenus.

#### **B) Option après la perception des indemnités.**

Elle s'applique lorsque la retenue à la source a été opérée sur les indemnités de fonction au cours de l'année n. Cette option « ex post » permet à l' élu, au moment de la souscription en n+1 de la déclaration d'ensemble de ses revenus de l'année n, de choisir l'imposition de ses indemnités à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires.

L' élu local qui souhaite exercer cette option doit :

- déclarer le montant imposable des indemnités perçues en année n ainsi que le montant de la retenue à la source qui a été prélevée, sur la déclaration d'ensemble des revenus de l'année n conformément aux indications fournies dans la notice qui accompagne cette déclaration ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- joindre à sa déclaration d'ensemble des revenus de l'année n un document récapitulatif établi par l'ordonnateur unique ou en cas de cumul de mandats par l'ordonnateur qu'il a choisi pour effectuer le prélèvement. Ce document fait apparaître :

. d'une part le montant imposable des indemnités ventilé par collectivité versante ;

. d'autre part, le montant de la retenue à la source qui a été prélevé sur l'ensemble de ces indemnités.

C'est à la demande de l'élus que l'ordonnateur concerné délivre le document susvisé.

La retenue à la source prélevée au cours de l'année n dans les conditions de droit commun est imputée sur l'impôt sur le revenu calculé en fonction du barème et de la situation familiale de l'élus. Si après imputation il subsiste un reliquat, ce dernier est restitué automatiquement à l'élus.

Les indemnités de fonction perçues par l'élus en n+1 restent, quant à elles, soumises au régime de droit commun de la retenue à la source, sauf si l'élus a choisi l'option « ex ante » avant le 31 décembre de l'année n.

## II- LES MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EN CAS DE TROP-PERCU.

### A) La situation de l'élus est régularisée par les Services Déconcentrés du Trésor.

Cette procédure est utilisée :

1) lorsque le trop-perçu est constaté avant le 31 décembre de l'année de perception des indemnités ;

2) lorsque le trop-perçu est constaté après le 31 décembre de l'année de perception des indemnités et que l'élus conserve l'imposition de ses indemnités par la voie de la retenue à la source.

La demande de remboursement est adressée par l'élus au service « recouvrement » de la trésorerie générale du département concerné.

Cette demande précise le motif du reversement, le montant à rembourser et est accompagnée des pièces justifiant le motif.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**1.1** Le remboursement est effectué dans l'exercice budgétaire au cours duquel la retenue a été comptabilisée au budget de l'Etat.

La trésorerie générale constate un excédent de versement par crédit négatif au compte 901.000 « Budget général-Recettes-Produit des impôts directs et taxes assimilées-année courante », spécification 3.02 « Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu recouvrées par les comptables du Trésor ».

Le montant du reversement est porté en réduction des recettes mensuelles sur le relevé récapitulatif transmis aux services fiscaux, cette réduction est justifiée par la demande de l' élu, appuyée des pièces justificatives transmises.

L'excédent de versement est remboursé dans les conditions habituelles.

**1.2** Le remboursement est effectué après la clôture de l'exercice budgétaire, au cours duquel la retenue a été comptabilisée au budget de l'Etat.

Dans ce cas, l' élu devra également fournir une attestation sur l'honneur qu'il n'a pas exercé ou qu'il n'exercera pas l'option « ex post » d'imposition de ses indemnités selon les règles de droit commun applicables aux traitements et salaires.

Cette attestation doit mentionner les nom, prénom, date et lieu de naissance de l' élu ainsi que l'adresse de son domicile fiscal.

Au vu de la demande et de l'attestation sur l'honneur, la trésorerie générale procède à la restitution des sommes indûment perçues, dans les conditions fixées par l'instruction n° 67-77-A-B du 4 août 1967.

La dépense est constatée au débit du compte 900.00 « Budget général-Dépenses payables sans ordonnancement-Dépenses ordinaires des services civils », chapitre 15.01 « Dégrèvements, remises et annulations, remboursements et restitutions sur contributions directes recouvrées par la comptabilité publique », paragraphe 20 « Restitutions relatives à des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers ».

L'attestation sur l'honneur, ainsi que le document retraçant les remboursements qui auront été effectués, seront adressés par la trésorerie générale aux Directions des Services Fiscaux territorialement compétentes.

Celles-ci devront vérifier, dans le cadre normal du contrôle sur pièces des dossiers des élus locaux qui auront produit une telle attestation, que les intéressés n'ont pas effectivement opté pour l'imposition de leurs indemnités de fonction à l'impôt sur le revenu selon les règles applicables aux traitements et salaires.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Si en dépit de l'attestation l'option a malgré tout été exercée, un rappel du remboursement indu devra être notifié.

Enfin, je vous rappelle que lorsqu'un comptable constate une erreur ou en est informé avant d'avoir transféré les montants prélevés à la trésorerie générale, il peut immédiatement procéder à la restitution du trop-perçu à l' élu en mouvementant le compte 431. Les comptes de cotisations sociales et de retraite concernés sont régularisés à due concurrence.

Dans ce cas, il informe sans délai l'ordonnateur qui a procédé à la liquidation de la retenue à la source de la régularisation effectuée.

### **B) La situation de l' élu se trouve régularisée ipso facto sans intervention des Services Déconcentrés du Trésor.**

Lorsqu'une erreur est constatée après le 31 décembre de l'année de perception des indemnités et que l' élu a choisi ou va choisir avant le 1er mars de porter ses indemnités de fonction sur sa déclaration de revenus dans le cadre de l'option « ex post », la retenue à la source s'impute sur l'impôt sur le revenu dû par l' élu pour son montant majoré de l'erreur de liquidation.

L'excédent éventuel sera restitué à l' élu automatiquement après émission de l'avis d'imposition comme dans le cas prévu au I-B. dans le cadre de l'option « ex post ».

### **III- CAS PARTICULIER DE L'OPTION « EX ANTE » EXERCÉE EN COURS D'ANNÉE PAR LES NOUVEAUX ÉLUS.**

Au titre des années où ont lieu des élections (municipales, cantonales ou régionales), les titulaires de mandats locaux nouvellement élus sont généralement autorisés à exercer l'option « ex ante » pour l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, à modifier une telle option en cours d'année si elle a déjà été exercée au titre de mandats locaux antérieurement détenus<sup>1</sup>.

Cette situation s'est par exemple présentée en 1995 pour les élections municipales, et les nouveaux élus municipaux ont pu opter à l'impôt sur le revenu avant le 15 octobre 1995.

S'agissant d'une option « ex ante », cette option, lorsqu'elle est exercée, avant la date limite portée à la connaissance des élus par les services préfectoraux, par des élus locaux déjà titulaires d'un ou plusieurs autres mandats locaux, a pour effet de placer les intéressés dans la situation qui

---

<sup>1</sup> Par dérogation aux dispositions du 2° du III de l'article 204-0 bis du code général des impôts qui prévoient que l'option « ex ante » doit être exercée avant le 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'impôt sur le revenu est établi.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

aurait été la leur si l'option avait été exercée pour l'ensemble de leurs autres mandats électifs locaux avant le 1er janvier de l'année considérée. Dès lors, le montant de la retenue à la source déjà acquitté au titre des indemnités afférentes à ces autres mandats doit faire l'objet d'un remboursement comme il est prévu au II-A) 1.1 par les Services Déconcentrés du Trésor.

Les élus qui n'ont pas exercé l'option « ex ante » en cours d'année conservent bien entendu la possibilité d'exercer l'option « ex post » au moment du dépôt, avant le 1er mars de l'année suivante, de la déclaration d'ensemble de leurs revenus.

Toute difficulté qui serait rencontrée dans la mise en oeuvre de cette circulaire doit être signalée :

- aux bureaux C2 et D3 de la Direction de la Comptabilité Publique,
- aux bureaux III B-1 et IV A-1 de la Direction Générale des Impôts,
- au bureau C1 du Service de la Législation Fiscale,
- au bureau FP1 de la Direction Générale des Collectivités Locales.

POUR LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA  
RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA DÉCENTRALISATION ET  
PAR DÉLÉGATION,

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS  
LOCALES  
MICHEL THÉNAULT

POUR LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES  
FINANCES, ET PAR DÉLÉGATION,

LE DIRECTEUR DE CABINET  
CHRISTIAN NOYER